

Mines: Les défis du développement durable

- Désormais au cœur des processus décisionnels des investisseurs

- Le ministère de tutelle insiste sur l'adaptation des stratégies sectorielles

- Le sol marocain encore sous-exploité

LE Maroc est un pays à vocation minière, réputé pour sa richesse en ressources minérales, surtout le phosphate qui accapare à lui seul 90% des volumes d'extraction. Les 10% restants sont absorbés par l'activité minière hors phosphate, dont une partie est encore artisanale. Ce qui dénote du manque de modernisation et d'investissements structurants surtout privés. Pour attirer davantage d'investisseurs privés nationaux et internationaux, une refonte du secteur minier est en cours. Objectif: le rendre plus attractif et mieux faire connaître les potentiels encore méconnus. Le ministère de tutelle a lancé plusieurs chantiers dont les principaux visent à moderniser la réglementation minière et augmenter la cadence de la cartographie géologique. Une réforme engagée dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de développement du secteur minier hors



Chiffres clés

- Part dans les exportations nationales en valeur: plus de **20%**

- Chiffre d'affaires: **56,5** milliards de DH

- Nombre d'emplois directs: **41.000**

phosphate. Cette feuille de route, arrêtée en concertation avec la profession minière, repose sur des objectifs ambitieux à l'horizon 2025. Les objectifs retenus concernent le triplement du chiffre d'affaires du secteur à plus de 15 milliards de DH, la multiplication par 10 du volume d'investissement dans l'exploration et la recherche minière à près de 4 milliards de DH ainsi que le doublement des emplois générés par le secteur à plus de 30.000 emplois directs.

«La vocation minière est favorisée par la présence d'une structure géologique très variée et particulièrement réputée par la concentration de nom-

breuses substances minérales», précise le Centre régional d'investissements de Rabat. Et d'ajouter: «Premier exportateur mondial des phosphates, le Royaume demeure aussi privilégié pour les métaux précieux, les métaux de base, les roches et minéraux industriels». A titre d'exemple, la région Rabat-Salé-Kénitra dispose d'un important potentiel minier, en particulier dans la province de Khémisset, Kénitra et de Sidi Kacem. Cuivre, fer, zinc, antimoine, gaz, mica, plomb, sels... sont les principaux gisements de minerais qui y sont présents.

Moteur de croissance socio-économique

L'investissement dans le secteur minier a toujours eu des retombées bénéfiques sur le développement régional et rural. Il n'y a qu'à mesurer les conséquences des arrêts des mines de charbon à Jerrada sur la population locale. Or, ce n'est plus suffisant. «Le Maroc a adopté dans sa vision le concept de développement durable qui favorise l'équilibre entre les dimensions environnementale, économique et sociale», a annoncé Aziz Rebbah, ministre de l'Energie, des Mines et du Développement durable. Et ce, à l'occasion de sa participation au Congrès international des industries minières (PDAC) tenu début mars à Toronto. Il a mis en avant le modèle Lorain pour attirer d'autres investisseurs étrangers. Le ministre de tutelle a insisté sur l'amélioration du cadre de vie des citoyens, le renforcement de la gestion durable des ressources naturelles, notamment minières, ou encore la promotion des activités économiques respectueuses de l'environnement.

«Plusieurs réformes politiques, institutionnelles, juridiques et socio-écono-

miques ont été mises en place. Ce processus a été renforcé par l'adoption de la Charte nationale de l'environnement et de développement durable, dont l'élaboration a été lancée suite aux directives royales en juillet 2009», a-t-il indiqué lors du quatrième Sommet international des ministres des Mines. La concrétisation de ce processus s'est traduite par l'intégration des principes de développement durable dans les différentes stratégies sectorielles, mais à des niveaux différents.

Pour le ministre, le secteur minier s'inscrit parfaitement dans cette vision. «Parallèlement à son rôle de moteur de croissance socio-économique, la dimension environnementale et la gestion durable des ressources minières sont prises en considération tout au long de la chaîne de valeur de l'industrie minière», a-t-il précisé.

C'est dire que le Royaume n'a plus le choix. D'après le cabinet d'avocats et de lobbying Fasken qui accompagne l'OCP, le ministère de l'Industrie notamment, «au cours des 10 dernières années, un changement fondamental s'est opéré dans l'approche des entreprises et des investisseurs relativement aux enjeux environnementaux et sociaux, et leur impact à long terme sur la valeur d'une entreprise». Autrefois enjeux dits périphériques ou secondaires, les défis environnementaux et sociaux sont désormais au cœur du processus décisionnel, de plus en plus stratégiques pour les entreprises, y compris pour les sociétés minières, précisent les experts. Ce changement a ainsi été accompagné d'un intérêt grandissant des investisseurs pour le profil environnemental et social des entreprises. □

Nadia DREF



«Plan Maroc Mine»

Faire du secteur un modèle de croissance durable

En cours d'élaboration, le Plan Maroc Mine a pour objectif de faire du secteur minier un modèle à l'horizon 2030 «œuvrant pour une croissance durable, territoriale, partagée et inclusive», explique Aziz Rebbah, ministre de l'Energie, des Mines et du Développement durable. Selon lui, il s'agit de mettre en place et de concrétiser le volet du développement communautaire et de la RSE, et son extension au concept de contenu local, dans le cadre de la contractualisation entre l'Etat, les régions et les populations locales.



*Aziz Rebbah, ministre de l'Energie, des Mines et du Développement durable
(Ph. F. El Nasser)*

- L'Economiste: Quels sont les défis de la mise en œuvre d'une réglementation adéquate?

- Aziz Rebbah: Tout pays à vocation minière, ayant une vision responsable, se trouve confronté aussi bien à la nécessité de promouvoir, à des fins socio-économiques, l'exploitation de ses ressources minérales qu'au devoir de s'impliquer dans une dimension de développement durable. Conscient de cette situation, le Maroc a

mis en place des dispositions législatives et réglementaires adéquates. En effet, le Royaume dispose aujourd'hui d'une nouvelle loi relative aux mines, qui vient d'abroger celle de 1951 avec une adaptation aux évolutions qu'a connues le secteur minier au niveau mondial, tout en assurant un développement durable de l'industrie minière nationale. La prise en charge de

cet aspect environnemental, dans le secteur minier, s'est renforcée par de nouvelles dispositions législatives et réglementaires ayant donné une nouvelle dimension à la préservation de l'environnement. De même, le Maroc dispose d'un arsenal juridique régissant les conditions du travail et les relations entre l'employeur et l'employé.

- Justement, quel sera l'apport du nouveau plan minier?

- Actuellement, le Royaume est en train d'élaborer un plan minier «Plan Maroc Mine». Son objectif est de faire du secteur minier un modèle à l'horizon 2030 œuvrant pour une croissance durable, territoriale, partagée et inclusive. Il s'agit de mettre en place et de concrétiser le volet du développement communautaire et de la RSE, et son extension au concept de contenu local, dans le cadre de la contractualisation entre l'Etat, les régions et les populations locales. Une gouvernance des ressources minérales orientée vers la conciliation de la croissance économique et la préservation de l'environnement apparaît comme

une solution efficace pour renverser les tendances actuelles. Cela passe par la mise en place de politiques de développement à long terme, dans lesquelles les ressources minérales seront considérées comme un vecteur de développement économique et social et dont l'exploitation contribue à la mise en place d'autre forme de protection environnementale.

- Comment mieux travailler ensemble pour réaliser une approche transfrontalière coordonnée?

- L'assurance de chaînes d'approvisionnement responsables mondiales dans une approche transfrontalière coordonnée est liée à une volonté d'un engagement international des différents intervenants. Ceci à travers une charte, des conventions ou des actions de coopération menées par les gouvernements des pays en préparant une plateforme dans laquelle figurent le respect des engagements, l'intégrité, la transparence et l'équité. □

Propos recueillis par Nadia DREF



Onhym: 45 projets miniers pour 2019

• **L'exploration est prévue dans des zones prometteuses du pays**

• **Uranium, cuivre, argent... les minerais ciblés**

L'EXPLORATION minière reste en deçà des potentialités et de la richesse du sol marocain. Alors que le phosphate représente 90% des extractions, le reste est composé des autres minerais. Pour rectifier le tir, l'Onhym vise à attirer davantage d'investisseurs nationaux et étrangers.

Pour cette année, 45 projets de recherche minière sont dans les zones les plus prometteuses du pays, précise le management de l'Office. Les travaux programmés en partenariat avec le secteur privé couvrent 14 objectifs dont 4 pour les métaux précieux, 6 pour les métaux de base et 4 pour les roches et minéraux industriels. L'année écoulée a été marquée par la réalisation de travaux de recherche sur 49 dont 35 objectifs dont

10 pour les métaux précieux, 10 pour les métaux de base et l'uranium, 4 pour les roches et minéraux industriels, 8 pour la reconnaissance minière et 3 projets spéciaux (géothermie).

Les travaux en partenariat ont, quant à eux, intéressé 14 objectifs dont 4 pour les métaux précieux, 6 pour les métaux de base et 4 pour les roches et minéraux industriels. L'exploration s'est poursuivie en 2018. Plusieurs faits majeurs ont été rappelés par l'Onhym.

Pour les roches et minéraux industriels, 8 objectifs ont été fixés. Figure ainsi la cession du projet de magnésite de Boukek-Khemis (province de Chefchaouen) à la société espagnole Inversiones Monte Olimpo. Autre projet, l'exploration de la bentonite dans le secteur d'Ouled Mansour et Hajrat Ali dans la

province de Nador, dans le cadre de la convention avec Tolsa.

D'autres projets ont également été menés, notamment la compilation des données et études des sondages du gisement de potasse de Khémisset dans le cadre de la convention avec l'OCP ou encore la recherche des sables siliceux dans

Pour cette année, 45 projets de recherche minière sont dans les zones les plus prometteuses du pays. Les travaux programmés couvrent 14 objectifs dont 4 pour les métaux précieux, 6 pour les métaux de base et 4 pour les roches et minéraux industriels

la région de Toulal dans la province de Meknès. S'y ajoutent la recherche des argiles dans la région de Jbel Kharrou dans la province de Rehamna ou encore des dolomies industrielles dans la dorsale calcaire du Rif occidental.

Et enfin, la recherche des micas et béryls à Taznakht dans la province d'Ouarzazate, des sables siliceux à Ouazzane, des olivines dans le massif ultrabasique de Beni Bouizra et du lithium dans le bassin

tertiaire de Missouri. Concernant les métaux de base et l'uranium dans l'Oriental, il y a lieu de citer la réalisation de sondages carottés (1.500 m) du projet Tiouli Ouest (Zn, Pb). Des teneurs encourageantes jusqu'à 5% Zn ont été découvertes. Il s'agit également de la réalisation de sondages carottés (2.000 m) du projet Merija (Cu, Pb, Zn): teneurs jusqu'à 0,4% Pb, 0,4% Zn.

Dans l'Anti-Atlas, il y a eu l'implantation des sondages carottés sur les cibles de Taadant et Tizoula dans l'Anti-Atlas occidental. Des teneurs jusqu'à 1,4% de cuivre ont été relevées lors de la réalisation de ces sondages. Les travaux effectués ont également mis en évidence des niveaux minéralisés en cuivre à Tazekka dans l'Anti-Atlas occidental: jusqu'à 1,3% Cu, de structures minéralisées en plomb et argent à Akka: jusqu'à 10% Pb et 39 g/t Ag, précise l'Office. Au niveau de l'Anti-Atlas occidental, les découvertes sur le secteur de Tachila vont jusqu'à 59% Fe₂O₃. □

N.D.

OCP, Managem... Les champions

• **RSE, R&D, économie d'énergie...**

• **Maya Gold & Silver projette le traitement de l'ancienne digue de la mine**

RÉPONDRE aux défis liés à des exigences sociales et environnementales, assurer la pérennité de leur activité... Autant de défis auxquels sont confrontés plusieurs groupes miniers. Pour les relever, les entreprises se sont inscrites dans la démarche de la responsabilité sociale (RSE). Les principaux opérateurs miniers mettent en place des programmes sociaux au profit des populations riveraines, portés par les structures adaptées (fondations, coopératives...). Ces champions natio-

naux se sont également alignés sur les bonnes pratiques en termes d'efficacité énergétique, hydrique et de bonne gestion des écosystèmes et des déchets. «La prise en conscience de mettre l'activité au cœur de la vision responsable d'approvisionnement en ressources minières dans toute la chaîne de valeur de l'industrie s'est illustrée par plusieurs actions menées par les entreprises minières opérant au Maroc», tient à préciser le ministre de tutelle.

■ Le modèle OCP

Grâce à ses activités, le dynamisme économique, dans les régions où le groupe opère, a évolué et le taux de chômage s'est amélioré. En effet, il a poussé plus loin le curseur de son engagement sociétal avec le lancement du programme OCP Skills. Ce dernier

visé le développement des compétences des jeunes des régions avoisinantes aux sites d'exploitation et ceci à travers des formations favorisant leur employabilité, ou l'incubation des entreprises porteuses de projets. Dans le cadre de son programme économie circulaire, le groupe phosphatier, considéré comme le plus grand consommateur d'énergie au Maroc, a la ferme volonté aujourd'hui de maîtriser cette consommation. Le slurry pipeline, une nouvelle technologie révolutionnaire du transport des phosphates, a permis de conjuguer l'intérêt environnemental et l'intérêt économique. Il a contribué à une réduction de 90% des coûts logistiques ainsi qu'une augmentation de la capacité de phosphates transportés, précise le ministère de tutelle. En effet, environ 930.000 tonnes par an de réduction des émissions de CO₂ et 3 millions de m³ d'eau économisés par an, entre 140.000 et 160.000 tonnes d'économie de fuel par an pour 20 millions de tonnes de produit transportées.

La ville verte Mohammed VI à Benguerir, qui a pour vocation d'offrir un cadre de vie attractif et écologiquement exemplaire autour d'un écosystème du savoir, constitue aussi un bon exemple de la vision responsable de l'approvisionnement en ressources minières. Elle restera profondément ancrée dans l'esprit du développement durable.

■ L'empreinte Managem

Sa stratégie relative à l'approvisionnement en énergie a conduit ce groupe à recourir aux développeurs privés des projets électriques de sources renouvelables, notamment éolienne. En effet, plus de la moitié de la consommation électrique de ses sites miniers provient de sources d'énergie propre. En 2019, le groupe poursuivra également un important programme d'investissement, notamment en recherche et développement. Objectif: accompagner sa vision de croissance durable et responsable. Dans ce cadre, un programme d'exploration sera déployé pour mettre en évidence de nouvelles ressources minières pour assurer la pérennité des sites en exploitation et lancer de nouveaux projets de croissance externe.

■ Maya Gold & Silver

Dans le même sens, la société canadienne Maya Gold & Silver exploite la mine de Zgounder située loin du réseau électrique national. La compagnie assure actuellement ses besoins en électricité par des groupes électrogènes et s'apprête à développer son premier parc éolien en vue d'optimiser le coût de l'énergie utilisée. Aussi, la société recycle les eaux utilisées au niveau du traitement à hauteur de 85% et projette dans un avenir proche le traitement de l'ancienne digue de la mine. □

N.D.